

# L'Europe s'apprête à assouplir les obligations des multinationales en matière sociale et environnementale, par Disclose

---

Alors que l'Union européenne avait adopté des mesures ambitieuses pour encadrer les pratiques des multinationales, un revirement majeur se profile. La Commission européenne doit présenter ce mercredi 26 février 2025 son projet de loi "omnibus", visant à alléger ce qu'elle qualifie de "charge réglementaire" pesant sur les entreprises<sup>1</sup>.

## La directive sur le devoir de vigilance menacée

Adoptée définitivement le 24 mai 2024 après un vote favorable du Parlement européen le 24 avril<sup>2</sup>, la directive sur le devoir de vigilance des entreprises (CSDDD) représentait une avancée historique. Elle obligeait les grandes entreprises à :

- Identifier et prévenir les risques de violations des droits humains et environnementaux dans leurs chaînes de valeur<sup>3</sup>
- Mettre en œuvre des plans de transition climatique<sup>4</sup>
- Réparer intégralement les dommages causés aux victimes<sup>5</sup>

Cette directive devait s'appliquer aux entreprises européennes employant plus de 1000 salariés avec un chiffre d'affaires supérieur à 450 millions d'euros, ainsi qu'aux entreprises non-européennes réalisant plus de 300 millions d'euros de chiffre d'affaires dans l'UE<sup>67</sup>.

## Un démantèlement orchestré sous pression des lobbies

Le projet "omnibus" prévoit notamment de :

---

<sup>1</sup><https://reporterre.net/L-Europe-s-apprete-a-detricoter-ses-engagements-ecologiques>

<sup>2</sup><https://notreaffaireatous.org/responsabilite-des-multinationales-en-europe-la-directive-sur-le-devoir-de-vigilance-des-entreprises-est-adoptee-par-le-parlement-europeen/>

<sup>3</sup><https://www.amnesty.fr/responsabilite-des-entreprises/actualites/devoir-vigilance-union-europeenne>

<sup>4</sup><https://www.oxfamfrance.org/communiqués-de-presse/devoir-de-vigilance-un-accord-trouve-au-niveau-europeen-fortement-affaibli-par-le-lobbying-des-multinationales/>

<sup>5</sup><https://www.cgt.fr/actualites/europe/mobilisation/lue-avec-le-soutien-de-la-france-va-affaiblir-les-garanties-sociales-et-environnementales>

<sup>6</sup><https://www.cgt.fr/actualites/europe/mobilisation/lue-avec-le-soutien-de-la-france-va-affaiblir-les-garanties-sociales-et-environnementales>

<sup>7</sup><https://www.amnesty.fr/responsabilite-des-entreprises/actualites/devoir-vigilance-union-europeenne>

- Restreindre le champ d'application de la directive CSRD, exemptant potentiellement 80% des entreprises initialement concernées<sup>8</sup>
- Limiter l'obligation de vigilance aux seuls fournisseurs directs, excluant les sous-traitants indirects où se concentrent les risques les plus importants<sup>9</sup>
- Supprimer la responsabilité civile des entreprises et l'obligation de mettre en œuvre les plans de transition climatique<sup>10</sup>

Cette offensive réglementaire résulte d'une intense campagne de lobbying menée par les organisations patronales comme BusinessEurope et les grandes fédérations industrielles<sup>11</sup>. Selon Jean-François Dubost du CCFD-Terre Solidaire, la consultation préparatoire organisée par la Commission en février était déséquilibrée : "cinquante-quatre entreprises et organisations professionnelles étaient représentées, contre seulement dix ONG"<sup>12</sup>.

## La France en première ligne du démantèlement

Paradoxalement, alors que la France avait été pionnière avec sa loi sur le devoir de vigilance de 2017, le gouvernement français soutient activement cet assouplissement réglementaire<sup>13</sup>. Selon les ONG, "le gouvernement français a pesé de tout son poids pour faire obstruction à l'intégration dans la directive européenne du secteur financier et pour assouplir les obligations climatiques"<sup>14</sup>.

Cette position a notamment permis d'exempter le secteur financier de toute responsabilité, alors même que des banques comme BNP Paribas et Société Générale sont accusées de financer des projets controversés<sup>15</sup>.

## Une mobilisation syndicale et associative

Face à ce recul, la Confédération européenne des syndicats (CES) a appelé à un rassemblement le 25 février à Bruxelles<sup>16</sup>. Pour de nombreuses ONG, cette révision

<sup>8</sup><https://reporterre.net/L-Europe-s-apprete-a-detricoter-ses-engagements-ecologiques>

<sup>9</sup><https://www.novethic.fr/economie-et-social/droits-humains/devoir-vigilance-europeen-remis-en-cause-droits-humains-environnement>

<sup>10</sup><https://reporterre.net/L-Europe-s-apprete-a-detricoter-ses-engagements-ecologiques>

<sup>11</sup><https://reporterre.net/L-Europe-s-apprete-a-detricoter-ses-engagements-ecologiques>

<sup>12</sup><https://reporterre.net/L-Europe-s-apprete-a-detricoter-ses-engagements-ecologiques>

<sup>13</sup><https://www.cgt.fr/actualites/europe/mobilisation/lue-avec-le-soutien-de-la-france-va-affaiblir-les-garanties-sociales-et-environnementales>

<sup>14</sup><https://www.cgt.fr/actualites/europe/mobilisation/lue-avec-le-soutien-de-la-france-va-affaiblir-les-garanties-sociales-et-environnementales>

<sup>15</sup><https://www.cgt.fr/actualites/europe/mobilisation/lue-avec-le-soutien-de-la-france-va-affaiblir-les-garanties-sociales-et-environnementales>

<sup>16</sup><https://www.cgt.fr/actualites/europe/mobilisation/lue-avec-le-soutien-de-la-france-va-affaiblir-les-garanties-sociales-et-environnementales>

réglementaire constitue "l'attaque la plus forte de l'histoire récente de l'Union européenne contre les avancées pour l'environnement, le climat et les droits humains"<sup>17</sup>.

La directive initiale devait entrer en vigueur cet été, avec un délai de deux ans pour sa transposition dans les législations nationales<sup>1819</sup>. Son démantèlement avant même sa mise en œuvre effective représente un recul majeur pour la protection des droits humains et de l'environnement.

\*

\*\*

---

<sup>17</sup><https://reporterre.net/L-Europe-s-apprete-a-detricoter-ses-engagements-ecologiques>

<sup>18</sup><https://responsabilite-multinationales.ch/actualite/adoption-directive-europeenne/>

<sup>19</sup><https://www.amnesty.fr/responsabilite-des-entreprises/actualites/devoir-vigilance-union-europeenne>